

Subsidiarité, marché, salaires

L'entreprise postale néerlandaise TNT a déposé une plainte, le 26 mars dernier, auprès de la Commission européenne pour contester l'instauration d'un salaire minimum pour tous les postiers allemands à l'initiative de l'opérateur historique Deutsche Post, à partir du 1er janvier 2008 date de la libéralisation totale du marché postal allemand. TNT, qui trouve ce salaire anormalement élevé, conteste le fait de ne pas avoir été associée aux négociations entre Deutsche Post et le syndicat allemand Verdi. Le salaire minimum est une compétence nationale, mais elle considère que la Commission européenne peut intervenir dans la mesure où cet accord vise en fait à restreindre la concurrence.

Saisi début mars, le tribunal administratif de Berlin a estimé illégal l'arrêté instituant ce salaire minimum du fait de la non consultation des autres opérateurs postaux, mais le gouvernement allemand a fait appel de cette décision. Le jugement en appel est attendu l'été prochain. De son côté, en représailles, le gouvernement néerlandais a décidé de geler l'ouverture total de son marché postal initialement prévue début 2008.

On relèvera que les conflits relatifs aux conditions de travail, aux rémunérations, à l'action syndicale sont de plus en plus souvent portés au niveau européen ; voir ci-dessous "Cour de justice" ainsi que le bulletin 230.

Transparence

♦ **Transparence 1** : Le réseau européen ALTER-EU (Alliance pour une réglementation de transparence et d'éthique en matière de lobbying) a publié un rapport, le 25 mars dernier, sur la composition des groupes d'experts de la Commission européenne et le respect par celle-ci de la directive 1049/2001 sur l'accès aux documents. La recherche a porté sur un échantillon de 44 groupes. Elle a fait ressortir la difficulté d'obtenir des informations, de surcroît dans les délais fixés par la directive, et fiables. D'après les éléments obtenus, dans 25% des cas examinés les intérêts industriels semblent contrôler totalement le groupe, dans 62% des cas le rapport est déséquilibré en faveur de l'industrie, dans 32% le rapport entre les divers intérêts est équilibré, dans 4% des cas le rapport est favorable aux ONG.

Alors que ces groupes (plus de 1200) jouent un rôle capital dans le processus de préparation et de mise en oeuvre des politiques européennes, ALTER-EU demande la publication des participations aux groupes et des documents clés qu'ils produisent, la transparence pour le lancement de tout nouveau groupe, un processus ouvert de candidature et de sélection des membres, des règles d'équilibre pour la composition des groupes, la dissolution des groupes contrôlés par des groupes d'intérêts où l'industrie domine, une révision de la composition de tous les groupes d'experts par le Secrétariat général de la Commission.

Le rapport rappelle que, suite à la menace, au printemps 2007, par le Comité du contrôle budgétaire du Parlement européen de bloquer le budget alloué pour les déplacements de ses experts si la Commission ne faisait pas la complète transparence, le président Barroso avait alors promis de publier à l'été 2008 la liste des organisations et le nom des personnes participants aux groupes.

Subsidiarity, market, wages

On 26th March 2008 the Dutch postal company TNT filed a complaint with the European Commission, against the introduction of a minimum wage for all German postal workers, initiated by the historical operator Deutsche Post, starting from 1st January 2008, date of the full liberalisation of the German postal market. TNT, which finds this minimum wage unusually high, disputes the settlement since it had not been involved in the negotiations between Deutsche Post and the German trade union Verdi. Though fixing minimum wage falls under national competences, TNT believes that the European Commission could intervene in this case because the agreement is, in fact, aimed at restricting competition.

After receiving the complaint, early March, the Berlin Administrative Court ruled that the order establishing the minimum wage was illegal because of the absence of consultation with other postal operators, however, the German government has filed an appeal against this decision. The ruling on the appeal is expected this summer. Meanwhile, in retaliation, the Dutch government decided to freeze the total opening of its postal market, initially scheduled for early 2008.

It will be noted that disputes relating to working conditions, wages and trade union actions are increasingly being brought up to the European level; see "Court of Justice" below and bulletin 230.

Transparency

Transparency 1: On 25th March 2008 the European network ALTER-EU (The Alliance for Lobbying Transparency and Ethics Regulation) published a report on the composition of panels of experts of the European Commission and the Commission's compliance with directive 1049/2001 on public access to documents. The research was carried out on a sample of 44 groups. It highlighted the difficulty in obtaining information, still more within the deadlines set by the directive and of having reliable information. According to the collected data, in 25% of the cases reviewed industrial interests seem to totally control the group, in 62% of cases the report is skewed in favour of the industry, in 32% the forces between various interests are balanced and in 4% of cases the report is favourable to NGOs.

Whereas these groups (over 1200 of them) play a crucial role in the preparation and implementation process of EU policies, ALTER-EU calls for; the publication of participants to the groups and of the key documents they produce, transparency in any launching of new groups, an open process in the candidature and selection of members, balanced rules governing the composition of groups, the dissolution of groups controlled by interest groups in areas where the industry dominates and a review of the composition of all panels of experts by the General Secretariat of the Commission.

The report recalls that, following the threat, during spring 2007, by the Budgetary Control Committee of the European Parliament, to block the travel budget for its experts if the Commission failed to practise complete transparency, President Barroso had promised to publish, in summer 2008, the list of organisations and the names of all those taking part in the groups.

Rappelons également que, dans un arrêt du 8 novembre 2007, le Tribunal de première instance dit que la Commission ne peut refuser de communiquer le nom des lobbyistes participants à des négociations au prétexte de la protection de leur vie privée et de la protection de leur personne (voir bulletin 227).

Rapport sur <http://www.alter-eu.org/en/system/files/publications/expertgroupsreport.pdf>

♦ **Transparence 2** : Le Parlement examinera en séance plénière, le 8 mai prochain, le Livre vert de la Commission européenne sur une initiative en matière de transparence qui prévoit, notamment, d'ouvrir un registre facultatif et commun aux deux institutions pour les lobbyistes qui le souhaitent. Pour sa part, la commission des affaires constitutionnelles du Parlement s'est prononcée, ce 1er avril, notamment en faveur d'un enregistrement obligatoire.

Voir également la position du CELSIG sur http://www.celsig.org/documents/docsCELSIG/CELSIG_sur_LV_transparence_28_08_09.pdf

"Ciel ouvert"

L'accord aérien entre l'Union européenne et les Etats-Unis, dit de "ciel ouvert", est entrée en vigueur le 30 mars dernier. Cet accord, signé le 30 avril 2007, remplace vingt et un accords bilatéraux entre des Etats membres de l'UE et les Etats-Unis et permet, en particulier, à l'ensemble des compagnies aériennes européennes d'opérer des vols depuis toutes les villes européennes vers toutes les villes américaines et au delà vers des Etats tiers sans repasser par l'UE.

Une deuxième étape de négociations en vue d'une ouverture plus poussée du transport aérien transatlantique doit débuter en mai prochain. Elle portera aussi bien sur la réciprocité en matière de droit de "cabotage" ou de participation au capital des compagnies aériennes et aux droits de vote associés, que sur l'abandon total de l'obligation de "voler américain" pour les fonctionnaires gouvernementaux des Etats-Unis. Ces négociations risquent d'être difficiles et si elles n'aboutissaient pas sous 18 mois le premier accord pourrait être remis en cause, a indiqué la Commission. Voir aussi bulletins 218 et 117.

Cour de justice

Protection sociale des travailleurs : Dans un arrêt C-346/06, du 3 avril dernier, la Cour dit que les dispositions de la directive 96/71 concernant le détachement des travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services, ne permettent pas à un Etat membre d'accueillir de subordonner la réalisation d'une prestation de services sur son territoire à des conditions de travail et d'emploi allant au delà des règles impératives de protection minimale générale.

Dans l'affaire opposant le Land de Basse Saxe (Allemagne) à une entreprise polonaise ayant remporté un marché, la Cour retient que la convention collective 'bâtiments et travaux publics' n'est pas une convention collective déclarée d'application générale, mais une convention locale qui ne s'étend qu'à une partie du secteur de la construction sur un territoire restreint, et qui exige des salaires sur le lieu d'exécution de la prestation bien plus élevés que les salaires minimaux applicables sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne. Dès lors "une telle mesure ne saurait être considérée comme pouvant être justifiée par l'objectif de la protection des travailleurs". De même, est rejeté l'argument d'un objectif de stabilité financière des systèmes de sécurité sociale.

It should also be recalled that, in its ruling of 8th November 2007, the Court of First Instance decided that the Commission may not refuse to provide the names of lobbyists participating in negotiations on the pretext of protecting their privacy and of protecting them as individuals (see bulletin 227).

Report available at : <http://www.alter-eu.org/en/system/files/publications/expertgroupsreport.pdf>

Transparence 2: The Parliament will, in a plenary meeting to be held on 8th May, examine the European Commission's Green Paper on an initiative concerning transparency which, in particular, provides for the opening of a voluntary register for lobbyists who wish, common to the two institutions. For its part, the Constitutional Affairs Committee of the Parliament declared, on 1st April, to be particularly in favour of a mandatory registration.

See also the position of CELSIG at:

http://www.celsig.org/documents/docsCELSIG/CELSIG_sur_LV_transparence_28_08_09.pdf

"Open Skies"

The aviation agreement between the European Union and the United States, known as "Open Skies", came into force on 30th March this year. The agreement, signed on 30th April, 2007, replaces twenty-one bilateral agreements between EU Member States and the United States and it, in particular, allows all European airlines to operate flights directly from any European city to any American city and, beyond, to third countries without necessarily going through the EU.

A second step of negotiations, in view of further opening of the transatlantic air transport, is due to begin in May next year. It will mainly concern the reciprocity regarding the rights of "cabotage" or participation in the financial capitals of airlines and the corresponding voting rights as well as on the total cancellation of the obligation to "fly American" for USA government officials. These negotiations are likely to be difficult, and if they fail within 18 months, the first agreement could be questioned, the Commission pointed out. See also bulletins 218 and 117.

Court of Justice

Workers' social welfare: In a judgement C-346/06 of 3rd April, the Court ruled that the provisions of Directive 96/71 on the posting of workers, effected within the framework of the provision for services, do not allow the host Member State to subject the provision of such services on its territory to the working and employment conditions going beyond the mandatory rules for a general minimum protection.

In the case opposing the Land of Lower Saxony (Germany) to a Polish company that had won a contract, the Court holds that the collective agreement 'buildings and public works' is not a declared collective agreement to be generally applicable, but it is a Local Convention, which covers only a portion of the construction industry on a small geographical area, and which calls for wages at the place where services are provided, that are much higher than the minimum wages applicable throughout the territory of the Federal Republic of Germany. Therefore "such a measure should not be considered as justifiable, on the grounds of the protection of workers." Similarly, the argument that evokes the objective of financial stability for the social security systems was dismissed.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.